

Niall Ferguson

## The Cash Nexus

Money and Power in the Modern World, 1700–2000

Allen Lane, Penguin Press, London, 2001, xix + 553 p., 20 £ (toité)

**S**ELON un puissant courant d'opinion actuel, la mondialisation est mue par une logique économique inéluctable. Certains écrivains comme Francis Fukuyama se plaisent à répéter que la progression du libéralisme économique et de la démocratie libérale partout dans le monde est en soi souhaitable et, de toute façon, inévitable. Pour Niall Ferguson, éminent professeur d'histoire de l'université d'Oxford, qui a bâti sa réputation sur des livres consacrés à l'histoire militaire et à la famille Rothschild, cette idée, à l'instar du marxisme, repose sur un déterminisme économique fallacieux. Bien que le titre de son ouvrage soit tiré d'une phrase du Manifeste communiste, aujourd'hui, les déterministes économiques se situent à l'autre extrême de l'échiquier politique.

Au déterminisme économique, Ferguson oppose son propre modèle du «carré du pouvoir», défini pour la première fois en Angleterre à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et au début du XVIII<sup>e</sup>. C'est parce qu'elle a su mobiliser des ressources pour la guerre que l'Angleterre a triomphé des puissances européennes rivales comme la France et assuré l'expansion de son empire. Par la suite, toutes les puissances occidentales, y compris les États-Unis, ont adopté le carré du pouvoir.

Ce modèle postule une relation entre l'économie et la politique beaucoup plus riche et complexe que le simple lien de cause à effet implicite dans la proposition que le capitalisme engendre la démocratie et l'internationalisme. Chaque angle du carré est occupé par une institution différente : une administration professionnelle qui collecte l'impôt et emploie des fonctionnaires, un parlement qui représente les contribuables, ce qui tend à accroître le civisme fiscal, un système de dette nationale qui lui permet d'anticiper ses recettes fiscales en cas d'augmentation soudaine de ses dépenses et une banque centrale qui gère l'émission de la dette, tout en tirant profit de la frappe de la monnaie.

Ferguson utilise son modèle pour éclairer non seulement les fondements de la puissance militaire — thème principal de son ouvrage —, mais aussi diverses questions d'économie politique. Il n'est guère partisan de l'État providence, auquel il attribue l'essor de la bureaucratie et du parlementarisme au XX<sup>e</sup> siècle, qui s'est soldé par «l'allocation croissante de ressources à l'emploi civil et aux transferts redistributifs — au détriement de l'emploi militaire». Il en conclut aussi que l'Union économique et monétaire européenne (UEM) pourrait se déliter, à cause de l'impact budgétaire asymétrique que «des systèmes de retraite et de sécurité sociale inabordables» ont sur les États membres. Établissant un parallèle avec l'expérience malheureuse de l'Union monétaire austro-hongroise de 1867–1914, Ferguson affirme que les régimes de retraite non capitalisés auront sur l'UEM le même effet destructeur que la première guerre mondiale sur le dispositif monétaire de l'empire des Habsbourg.

Sans entrer dans le détail, Ferguson note que le carré du pouvoir est aussi un concept utile pour comprendre les crises financières, souvent causées par les agissements d'une administration fiscale inefficace et corrompue, d'un parlement dominé par des intérêts propres, qui refuse d'accorder à l'État les ressources dont il a besoin, et d'une banque centrale sans autonomie. Inversement,

il est beaucoup plus facile à un pays de recourir aux marchés de capitaux internationaux quand tous les éléments du carré du pouvoir sont en place.

Cela nous ramène à la mondialisation. L'argent n'est «rien d'autre qu'un maillon dans la longue chaîne embrouillée des motivations humaines», souligne l'auteur. D'autres motivations peuvent prendre le pas sur l'avantage économique pur; la mondialisation, le libre-échange et les marchés financiers internationaux n'ont donc rien d'inéluctable. La mondialisation suppose des fondements institutionnels solides — un ordre international, l'état de droit — et, lorsque ces institutions font défaut, il faut les créer délibérément. En conclusion, Ferguson exhorte les États-Unis à consacrer «davantage de leurs immenses ressources à rendre le monde plus propice au capitalisme et à la démocratie».

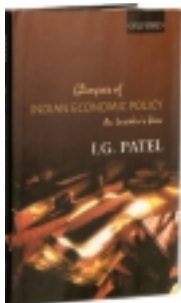
Ferguson a produit une somme historique qui offre un éclairage intéressant sur les grandes institutions de l'État moderne, mais son ouvrage serait plus convaincant s'il était plus concis et plus ciblé. Il ne peut s'empêcher de pontifier sur toute question d'actualité, fût-elle sans rapport avec son sujet principal, et certains passages de son livre relèvent d'avantage de l'éditorial journalistique. En outre, le lecteur ne peut rien ignorer de l'étendue de ses lectures ni de son érudition, qu'il déverse à chaque page comme des bagages sur un tapis roulant! S'il avait su résister à cette tentation, Ferguson aurait pu écrire un livre vraiment excellent.

*Michael Taylor*  
Économiste principal  
Département de la monnaie  
et des changes du FMI

**Couverture** et page 4 : Getty Images Inc.

**Illustrations** : Lai Oy Louie, page 16; Massoud Etemadi, pages 34, 37 et 45; Greg Harlin, page 39.

**Photographies** : Corbis, page 23; Banque mondiale/Corbis, page 26; Michael Spilotro, photos des auteurs; Pedro Marquéz, livres.



I.G. Patel

## Glimpses of Indian Economic Policy

An Insider's View

Oxford University Press, New Delhi, Inde, 2002, 205 p., 29,95 \$/395 Rs (toilé)

DANS les premières années d'existence du FMI, une multitude de jeunes et brillants économistes ont rejoint l'institution en provenance de l'une des deux universités de Cambridge (Angleterre et Massachusetts). I.G. Patel, qui est entré au Département des études en 1950 après avoir étudié l'économie dans ces deux universités, était peut-être le plus brillant d'entre eux. Cinquante ans plus tard, dans son ouvrage modestement intitulé *Glimpses of Indian Economic Policy*, il raconte comment les quatre années qu'il a passées au FMI — sous la tutelle amicale du Directeur du département, Edward Bernstein, qui avait choisi Patel pour l'accompagner dans une longue mission du FMI en Inde — lui ont permis de parfaire sa formation et l'ont préparé à une longue carrière de conseiller et de diplomate dans le domaine économique.

Patel passe en revue les différents postes qu'il a occupés dans la hiérarchie économique indienne après 1954, en terminant par son mandat de gouverneur de la Banque de réserve de l'Inde de 1977 à 1982. Le livre contient sa part d'histoires de conflits avec les ministres des finances et premiers ministres successifs, notamment Indira Gandhi, qui a occupé ces deux postes, mais ces conflits sont modérés par les éloges de l'intelligence, de la correction ou du charme de son antagoniste.

Écrit entièrement de mémoire sans s'appuyer sur des sources officielles (entre décembre 1999 et mai 2000 à Paris, à New York et à Londres), ce livre ne cherche pas à décrire l'évolution de la politique économique indienne après l'indépendance. Il se concentre plutôt sur quelques événements importants auxquels l'auteur a participé activement : le deuxième plan quinquennal et le rôle du professeur P.C. Mahalanobis dans sa conception bien trop ambitieuse, la dérive de l'Inde dans l'aide extérieure et un régime de contrôles, la dévaluation de la roupie en 1966 et la nationalisation des grandes banques en 1969. En dehors des détails fascinants que l'auteur donne sur ces événements, c'est en fait l'histoire du désenchantement croissant d'un économiste libéral par rapport à l'évolution générale de la politique économique en Inde.

Pendant les premières années de l'indépendance, les jeunes économistes de Delhi étaient inspirés par un esprit d'engagement et de travail d'équipe. Progressivement, du fait de l'importance croissante des contrôles, des systèmes de licences et de l'intervention de l'État dans l'économie, cette atmosphère a cédé la place à la corruption, à la politisation de la vie et des institutions économiques et, dans le cas de la Banque de réserve, aux efforts continuels des politiciens pour réduire son indépendance. L'aide étrangère bilatérale liée qui servirait à fournir des biens d'équipement à des entreprises publiques inefficaces opérant dans des domaines où l'Inde ne disposait guère, ou pas du tout, d'un avantage comparatif est, selon Patel, l'une des raisons de la lente croissance de l'économie.



**THE UNIVERSITY OF MANCHESTER**  
Institute for Development Policy  
and Management

IDPM is the UK's leading university centre for  
postgraduate studies and research in  
international development.

---

## MSc in DEVELOPMENT FINANCE

- International Finance for Development
- Issues in Development Finance
- Financial Accounting and Regulation
- Financial Management and Project Appraisal
- Micro Finance
- Management Control of Enterprises

For further information contact:  
Ms Angela Cater, IDPM,  
The University of Manchester, Crawford House,  
Oxford Road, Manchester M13 9GH  
Tel: +44 (0) 161 275 2800  
Fax: +44 (0) 161 273 8829  
Email: [angela.cater@man.ac.uk](mailto:angela.cater@man.ac.uk)

Brochures and online or down-loadable  
application forms are also  
on our website:  
[www.man.ac.uk/idpm/](http://www.man.ac.uk/idpm/)

  
*Promoting quality teaching and research*

L'une des histoires de Patel éclaircit d'une façon intéressante la manière dont le FMI conduisait ses activités autrefois. De 1958 à 1961, Patel était l'administrateur suppléant de l'Inde au FMI, et il a occupé le poste d'administrateur pendant quelques semaines à compter de la mi-juin 1961. Dès qu'il est entré en fonction, il a conclu que la baisse continue des réserves de l'Inde exigeait un emprunt immédiat auprès du FMI, a obtenu l'accord de Delhi pour solliciter un prêt, a été invité à justifier sa demande devant le Directeur général (Per Jacobsson) lors d'un déjeuner un dimanche juste avant le départ de celui-ci pour l'Europe et a obtenu l'approbation d'un tirage de 250 millions de dollars (montant plus élevé que les réserves de l'Inde à l'époque) par le Conseil d'administration le 14 juillet.

J.J. Polak

Ancien Directeur du Département des études du FMI



Maury Klein

## Rainbow's End

**The Crash of 1929**

Oxford University Press, New York/Oxford, England, 2001, xx + 345 p., 27,50 \$/22,95 £ (toilé)

LORSQUE Maury Klein reconnaît dès le début de son livre que son histoire du grand krach financier de 1929 ne satisfera probablement ni les historiens ni les économistes, il attire immédiatement notre attention. Nous avertit-il que son livre diffère de ses deux prédécesseurs : Galbraith (*The Great Crash*, 1929, 1954) et Wigmore (*The Crash and Its Aftermath*, 1986)? Ou son approche est-elle originale et ne s'inscrit-elle pas dans le moule traditionnel? Il est clair en tout cas qu'il ne va ni répéter ni comparer la multitude d'interprétations opposées, d'où la difficulté pour les historiens et les économistes de situer sa contribution spécifique.

Il pose les questions traditionnelles : qu'est-ce qui a causé le krach? Quel a été son lien avec la Grande Crise? Les actions étaient-elles surestimées? Il juge que ces questions restent sans réponse, mais ne dit pas pourquoi. Il ne fait aucun effort pour répondre aux deuxième et troisième questions. Sa principale tâche est d'expliquer la folie spéculative qui a saisi le marché boursier en 1928 et 1929.

Klein ne considère pas le problème d'un point de vue analytique étroit, c'est-à-dire des hypothèses opposées avec des données à l'appui. Il a quelque chose de bien plus grandiose en tête — le portrait d'une ère, d'une nouvelle ère. Et ce sont les caractéristiques de cette nouvelle ère qui sont censées éclaircir les origines et la cadence de la spéculation boursière en 1928 et 1929.

La spéculation boursière n'en est pas la seule caractéristique.

Selon Klein, la première guerre mondiale a ouvert la voie à une nouvelle ère. L'économie a subi des changements inaltérables, dont le pays n'a saisi que lentement la signification. Il offre des exemples concrets de ces changements. Une économie du travail et de l'épargne s'est transformée en une économie de la dépense et du plaisir — des expressions accrocheuses certes, mais sans contenu statistique. Klein pense-t-il vraiment que l'on travaillait et épargnait moins pour dépenser plus? L'argent, affirme-t-il, est devenu une nécessité, mais pas au sens littéral.

Le thème commun de cette nouvelle ère était l'importance de l'«état d'esprit» et le pouvoir de l'illusion pour influencer le comportement. On ne sait pas très bien quel genre de données permettrait de confirmer l'hypothèse de Klein. Il admet qu'il est difficile de donner un sens spécifique à l'«état d'esprit» et aux facteurs qui le déterminent, mais il essaie néanmoins de donner une idée de l'interaction entre le changement d'état d'esprit des Américains pendant ces années et les principaux événements qui ont influencé leur état d'esprit, un sujet plus proche des préoccupations de sociologues et de sociopsychologues que d'historiens et d'économistes.

Klein a écrit une histoire sociale du grand krach, une tâche jusqu'ici négligée pour quelque raison que ce soit. Il examine cet événement essentiellement du point de vue d'acteurs clés qui reflétaient l'état d'esprit changeant de l'époque. Le livre est parsemé de brèves notes biographiques de ceux qui ont le mieux illustré les caractéristiques de la nouvelle ère : Albert Wiggin, Président de Chase National Bank; Charley Mitchell, Président de National City Bank, qui a porté la commercialisation de valeurs mobilières à des niveaux jamais atteints; Thomas Lamont, partenaire chez J.P. Morgan; William «Billy» Stewart, promoteur et ancien Président de General Motors; et Jesse Livermore, spéculateur professionnel. Il inclut aussi des portraits des Présidents américains Harding, Coolidge et Hoover. La tapisserie du grand krach

que Klein essaie de tisser est impressionniste, mais fascinante à certains égards. Les hommes et les événements sont juxtaposés sans aucune logique formelle; il y a une certaine plausibilité dans le résultat, qui doit plus à la sociologie et à la psychologie sociale qu'à l'économie.

Il ne sert à rien de reprocher à l'auteur de ne pas avoir écrit un livre différent — il nous avait averti au début. Les questions qu'il a laissées sans réponse, il l'a fait délibérément. C'est une lecture intéressante pour celui qui souhaite saisir l'«état d'esprit» de cette époque sans se soucier d'une analyse technique.

Elmus Wicker

Professeure émérite d'économie  
Université de l'Indiana



Nicholas R. Lardy

## Integrating China into the Global Economy

Brookings Institution Press, Washington, 2002, vii + 244 p., 48,95 \$ (toilé), 19,95 \$ (broché)

NICHOLAS LARDY présente une excellente analyse de la récente adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) — un événement majeur tant pour la Chine que pour le système commercial international, puisque la Chine devrait devenir la quatrième économie du monde d'ici quelques années. Les sceptiques sont d'avis que l'adhésion à l'OMC pourrait nuire à l'économie chinoise et entraîner de graves troubles sociaux. Lardy est d'un avis contraire : l'adhésion à l'OMC est une étape naturelle dans l'intégration de l'économie chinoise au reste du monde et devrait profiter à l'ensemble de la population.



L'auteur affirme que la Chine a commencé à s'intégrer à l'économie mondiale bien avant son adhésion à l'OMC en réduisant progressivement sa protection commerciale, ce qui en fait probablement un des pays en développant les moins protégés. Il étaye cette idée par des arguments convaincants, des illustrations détaillées au niveau des secteurs et des données portant sur les vingt dernières années. L'agriculture est une exception notable, souligne-t-il, mais, même dans ce secteur, il observe les changements positifs qui sont en cours — en particulier l'abandon de produits à forte intensité de terres comme les céréales pour des produits à forte intensité de main-d'œuvre comme les fruits et les légumes, où la Chine détient un avantage comparatif — en prévision des ajustements requis dans ce secteur.

Globalement, l'adhésion à l'OMC devrait entraîner de nouveaux changements impressionnants dans l'économie, qui permettront de réaliser des gains d'efficacité considérables et une

croissance vigoureuse, selon Lardy. L'analyse sectorielle détaillée de l'accord d'adhésion et ses implications pour les marchés intérieurs est impressionnante et convaincante. Cependant, dans certains domaines, une analyse plus approfondie — notamment un examen de l'ouverture de nouveaux marchés étrangers et surtout de l'impact social de l'adhésion — aurait été utile. Par exemple, on se demande pourquoi la baisse attendue de l'emploi rural qui est mentionnée dans le livre est largement inférieure aux estimations du chômage rural latent qui ont été établies par l'OCDE.

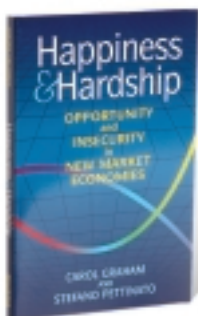
L'auteur note à juste titre que la Chine et ses partenaires commerciaux doivent continuer de mener une politique économique appropriée pour tirer profit des avantages de l'adhésion. Pour la Chine, il s'agit d'opérer des réformes structurelles dans les entreprises et le secteur financier, réformes que l'auteur lie clairement à des gains d'efficacité. Quant aux partenaires commerciaux de la Chine, l'auteur

montre le préjudice qu'ils pourraient causer s'ils appliquaient une politique protectionniste envers la Chine en invoquant les mesures de sauvegarde et les règles d'antidumping, si dures, selon l'auteur, qu'elles violent les principes fondamentaux de l'OMC. Quant à la probabilité du respect de l'accord de l'OMC, Lardy procède à un examen équilibré des antécédents de la Chine et reconnaît que rien ne peut encore être dit.

Ce livre bien écrit est une lecture indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'économie chinoise. C'est le livre le plus complet dans sa catégorie, et son sujet est opportun. L'analyse est approfondie, appuyée par des détails éclairants sur les différents secteurs, et équilibrée, reposant sur des faits et présentant des arguments opposés. Décideurs, universitaires et entrepreneurs devraient tous en tirer profit.

*Tarhan Feyzioglu*  
Économiste principal

Département Asie et Pacifique du FMI



Carol Graham  
and Stefano  
Pettinato

## Happiness and Hardship

Opportunity  
and Insecurity  
in New Market  
Economies

Brookings Institution  
Press, Washington, D.C.,

2002, ix + 208 p., 42,95 \$/31,95 £ (toilé),  
17,95 \$/13,25 £ (broché)

CAROL GRAHAM et Stefano Pettinato procèdent à une analyse pénétrante d'une question bien d'actualité : le niveau général de satisfaction subjective — le « bonheur » — détermine-t-il l'appui de la population à la réforme économique? Les deux auteurs déplacent, en fait, le sujet du bonheur du domaine psychologique au domaine économique en présentant un cadre conceptuel d'analyse de la relation entre le bien-être subjectif et la soutenabilité politique de la croissance économique axée sur le marché dans 17 pays d'Amérique latine

et en Russie. À la question ci-dessus ils répondent par un oui nuancé.

Leur réflexion est centrée notamment sur la question de savoir si les réformes de marché influent sur la mobilité et les opportunités des personnes, quels que soient leur âge, leur revenu et leur niveau d'éducation, et si oui, comment. Ils examinent, par exemple, comment — si c'est le cas — la volatilité du marché qui va de pair avec la réforme économique prédispose inévitablement les pauvres à s'opposer à la réforme. À un « degré remarquable », estiment-ils, cette volatilité a en fait offert de nouvelles possibilités de promotion sociale dont les groupes à faible revenu étaient privés auparavant et, selon leurs données, ces groupes soutiennent vigoureusement de tels changements. De manière plus générale, il ressort de leurs conclusions que l'inflation et le chômage ont des effets négatifs sur le bonheur.

Comment la position d'un individu sur l'échelle des revenus peut-elle influencer sur les perceptions des différences de revenus et de bien-être? L'examen par les auteurs du phénomène des « productifs frustrés » offre

quelques réponses à cette question. Les productifs frustrés sont des individus qui ont « réussi » selon des critères conventionnels comme le revenu ou le statut social, mais qui sont néanmoins mécontents de leur position sociale. Pourquoi?

À partir d'échantillons établis au Pérou et en Russie, les auteurs offrent une réponse, provisoire, en deux parties. Premièrement, le revenu et le statut social relatifs sont plus importants pour ce groupe que les différences absolues dans ces deux dimensions. Quelles que soient les données objectives, les productifs frustrés se considèrent généralement désavantagés par rapport aux groupes qui se trouvent juste au-dessus d'eux dans la hiérarchie économique, voire menacés par ces groupes. Deuxièmement, une majorité des productifs frustrés « tendent à sous-estimer leurs propres progrès économiques lorsqu'ils évaluent leur situation » par rapport aux individus plus riches ou plus pauvres.

*John Starrels*  
Agent principal de relations publiques  
Département des relations extérieures  
du FMI